

Guéant durcit encore le discours sur la laïcité et la sécurité

jeudi 24 mars 2011, par Le Monde.fr (Date de rédaction antérieure : 24 mars 2011).

A trois jours d'un second tour des élections cantonales qui s'annonce comme un nouveau revers pour l'UMP, Claude Guéant a choisi de monter d'un cran dans certains des registres qu'affectionne le Front national.

Invité de Radio Classique, le ministre de l'intérieur a évoqué ce qui ressemble à des pistes de préconisations à tirer du controversé débat sur l'islam et la laïcité à l'UMP : « *Les agents des services publics évidemment ne doivent pas porter de signes religieux, manifester une quelconque préférence religieuse, mais les usagers du service public ne [le] doivent pas non plus* », a-t-il souligné.

« *Par exemple, on sait qu'à l'hôpital il y a un certain nombre de personnes qui refusent, pour des femmes, des soins prodigués par des hommes. Et bien, ce n'est pas admissible* », a estimé le ministre. Un exemple choisi avec soin : ces cas, qui existent, concernent essentiellement des musulmans.

Pour le reste, il semble difficile d'envisager en pratique une interdiction du port de tout signe religieux par les usagers dans les services publics, dans les transports en commun par exemple. De fait, l'entourage du ministre a tenu à préciser juste après l'émission que Claude Guéant pensait en priorité au cas de l'hôpital.

La sortie de Claude Guéant fait d'autant plus penser à une tactique politique, à la veille du second tour des cantonales, qu'une circulaire de 2005 issue de la commission Stasi sur la laïcité précise déjà l'application de la laïcité à l'hôpital.

« IL N'EST PAS QUESTION DE FAIRE DES LOIS »

Claude Guéant a également évoqué la question des « prières de rue », maintes fois mises en avant dans les polémiques autour du débat sur l'islam voulu par l'Elysée et porté par l'UMP : « *Nous savons bien que nos compatriotes sont très choqués par l'organisation de prières dans la rue, et ce n'est pas non plus une situation facile à vivre pour les musulmans, a-t-il jugé. Il ne faut pas une loi, il n'est pas question de faire des lois, il suffit de décrets parfois ou d'instructions.* »

Le débat sur l'islam et la laïcité reste prévu, mais au minimum : il consistera en une seule journée, organisée le 5 avril par l'UMP de Jean-François Copé. La majorité a plusieurs fois estimé qu'il fallait qu'il débouche sur des réponses concrètes, sans que des pistes précises se dessinent pour l'instant. L'aménagement de la loi de 1905 sur la séparation de l'Eglise et de l'Etat, évoquée un temps comme remède au manque de mosquées en France, a été exclu par le gouvernement.

Claude Guéant a par ailleurs annoncé qu'il travaillait à un « *plan de redéploiement des policiers dans la rue* », qui sera opérationnel en septembre. Sans précision, il a ajouté que ces mesures toucheraient « *plusieurs milliers* » d'agents.

P.-S.

* LEMONDE.FR | 24.03.11 | 11h11 • Mis à jour le 24.03.11 | 19h22.